

## Programme canadien de recherche sur la vérification

Dans le domaine multilatéral du contrôle des armements et du désarmement, le Canada concentre ses efforts sur la vérification du respect des accords conclus en ce domaine. La décision d'affecter des ressources à cette question a été prise au début des années 80, lorsque la vérification était une source constante de désaccord et qu'apparaissait nettement la nécessité de l'envisager sous de nouvelles approches.

Un modeste programme coopératif a été mis sur pied par le Centre de recherches pour la défense du ministère de la Défense nationale et la Direction du contrôle des armements et du désarmement d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. L'objectif du programme consistait à étudier le concept général de la vérification quant au contrôle des armements et d'apporter un soutien à des négociations particulières. Le Canada souhaitait ainsi apporter une mesure de coordination et de leadership tout en laissant la voie libre à d'autres pays désireux de mettre leurs compétences à contribution.

Le 18 juin 1982, dans un discours prononcé lors de la Seconde Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (UNSSOD II), le très honorable Pierre Elliott Trudeau, alors premier ministre du Canada, avait identifié le problème de la vérification comme étant l'une des questions les plus importantes pour le Canada en matière de contrôle des armements et de désarmement. Il s'était engagé à augmenter de façon substantielle les fonds alloués par le gouvernement du Canada à la recherche sur la vérification.

Le 20 février 1984, la mise sur pied d'une Section de recherche sur la vérification au sein de la Direction du contrôle des armements et du désarmement d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada a été formellement approuvée. Le Programme de recherche sur la vérification (lancé en octobre 1983) a ainsi pu être entrepris.

Le principal objectif du Programme est de contribuer à la réalisation d'accords vérifiables sur le contrôle des armements et le désarmement, propres à renforcer la sécurité du Canada et de ses alliés. Plus spécifiquement, le Programme vise à :

- analyser les questions de vérification;
- évaluer les implications et l'à propos des propositions de vérification;
- chercher des moyens d'améliorer les techniques de vérification et élaborer de nouvelles approches;
- permettre aux secteurs universitaires, commerciaux et gouvernementaux du Canada d'acquérir des compétences supplémentaires en vérification; et
- favoriser la compréhension des questions de vérification.

---

### **Ce programme unique constitue un cadre naturel dans lequel des experts canadiens peuvent chercher en commun une solution aux problèmes de la vérification**

---

Innovateur par son concept, et axé, dans son application, sur le processus multilatéral, ce programme unique est présentement doté d'un budget d'environ un million de dollars. Il constitue un cadre naturel dans lequel des experts canadiens du gouvernement, du secteur privé et des universités peuvent chercher en commun une solution aux problèmes de la vérification des accords de contrôle des armements.

Les résultats des travaux de la Section de recherche sur la vérification et des chercheurs sous contrat aux termes du Programme de recherche sur la vérification sont publiés et largement distribués au Canada et à l'étranger. Dans de nombreux cas, ces publications sont devenues la norme de référence. Grâce à ce programme, le Canada est engagé dans des discussions et des activités concernant la vérification et touchant à un grand nombre de questions de contrôle des armements et de désarmement.

Le Canada joue présentement un rôle clé dans les discussions délicates qui ont lieu à l'OTAN et dans le cadre des négociations de Vienne avec le Pacte de Varsovie quant à la vérification d'un accord visant à réduire les forces classiques en Europe. Le Canada contribuera aussi sans doute d'une manière importante aux opé-

rations de vérification de l'OTAN une fois l'accord conclu.

Le Canada participe également aux discussions scientifiques sur un échange international de données sismologiques pour vérifier une interdiction des essais nucléaires souterrains. Un scientifique canadien a été choisi pour coordonner le deuxième essai technique d'échange international de données sismologiques (GSETT-2), qui sera mené en 1990.

En ce qui concerne le contrôle des armements dans l'espace extra-atmosphérique, le Canada a exploré la possibilité d'utiliser la télédétection d'objets spatiaux à partir de l'espace à des fins de vérification (l'étude de faisabilité de PAXSAT « A »), ainsi que d'autres moyens. Dans le cadre du programme, des recherches de base ont été menées quant à l'utilisation d'inspections aériennes pour la vérification, et aussi dans le contexte de l'initiative de libre survol des territoires.

Le Canada travaille depuis longtemps sur les questions reliées à la vérification d'un accord éventuel sur les armes chimiques. Des documents techniques ont été fournis aux négociateurs afin de clarifier des questions comme la destruction des agents chimiques, les procédures de vérification d'allégations relatives à l'utilisation d'armes chimiques (y compris les nouveaux agents chimiques), et la catégorisation des produits chimiques préparés à des fins commerciales, mais qui pourraient concerner l'accord. En outre, le Canada a étudié les questions organisationnelles reliées au rôle et aux fonctions des autorités nationale et internationale en matière de vérification de l'accord. Dans tous ces dossiers, les travaux se poursuivent et les résultats sont partagés avec d'autres parties concernées s'il y a lieu.

Depuis sa création, la Section de recherche sur la vérification a permis au Canada de contribuer de manière importante aux discussions concernant la vérification multilatérale. Grâce au programme, beaucoup de choses ont été accomplies, mais il reste beaucoup à faire surtout en ce qui concerne le travail complexe de déterminer les modalités de vérification d'accords spécifiques. Le Canada continuera à jouer un rôle de premier plan dans la promotion de solutions aux questions de vérification, et ce, dans une large mesure par l'entremise du Programme de recherche sur la vérification. □